

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
66, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. —

M. Wilson et la paix

L'an 1918 fut l'an de la victoire ; la nouvelle année, celle qui commence, sera l'an de la paix. Le danger d'asservissement et de domination qui menaçait l'Europe et le monde entier, a été écarté au prix des millions de vies humaines ; son retour nouveau serait la fin de l'humanité. Cet avertissement est contenu dans la déclaration faite par le président Wilson dans une interview qu'il a accordée, contrairement à toutes les traditions américaines, au correspondant particulier du « Times » à Paris. « Lorsque je demandai au Président quelle est la grande tâche de la Conférence et le grand but vers lequel tous les délégués devraient tendre leurs efforts, il me répondit : Je crois que n'importe qui pourrait vous répondre aussi bien que moi. Les yeux de tout le monde, dans tous les pays, aujourd'hui sont tournés vers Versailles, et je suis sûr qu'on se pose la question suivante : *Est-ce qu'il y aura chez les hommes d'Etat qui y sont rassemblés assez d'intelligence et de bonne volonté pour créer une garantie contre les guerres futures ?* » (Le « Times » du 21 décembre).

En effet, l'œuvre de réorganisation et de reconstruction du monde ne sera pas durable, si elle n'est pas inspirée du désir sincère de créer un régime international plus solide et plus équitable que celui qui existait avant la guerre.

Mais au lieu de se perdre dans des discussions vagues et doctrinaires, au sujet de la Société des Nations, il serait plus sage de s'entendre sur quelques principes fondamentaux dont la mise en œuvre signifie pratiquement la fin des guerres. C'est, croyons-nous aussi, la pensée du président Wilson, que l'on veut considérer, à tort, comme un théoricien ne possédant pas le sens des réalités politiques. Quoi de plus faux en effet que de se représenter le président Wilson comme un professeur, descendu dans la mêlée, en sa qualité de savant et se proposant de reconstruire le monde d'après une formule de philosophie spéculative. La nation américaine qui a été capable de cet immense effort, qui a contribué d'une façon décisive à l'écroulement du germanisme, cette nation incarne les principes sains et bien réfléchis. Elle est guidée par un idéal que la vieille Europe, imbuée des idées conservatrices, ne comprend pas toujours, mais qu'elle ne saurait et ne pourrait pas rejeter. Le président de la Grande République Américaine, loin de vouloir jouer le rôle d'un alchimiste social, est au contraire un homme politique par excellence, un esprit plein de sens pour le vrai et le réalisable. Ce qui importe donc, pour que la semence américaine portât ses fruits sur le sol européen, c'est que le semeur Wilson examine bien le terrain qu'il veut cultiver. Tout le problème de sa collaboration est là.

Les Alliés qui ont la primeur dans la lutte pour le Droit et la Justice, ne peuvent que sourire aux intrigues des ennemis cherchant à opposer la paix *Wilson* à la paix *alliée*. La paix *alliée*, c'est la paix *Wilson*, et inversement. Il peut y avoir des divergences dans les questions particulières qui intéressent directement les peuples européens, mais cela ne va influencer en aucune façon sur le caractère général de la paix future. L'Amérique tiendra compte de la situation européenne, qui exige une adaptation adéquate des formules, dans l'intérêt même de la paix. M. Wilson l'a lui-même reconnu dans sa conversation avec le correspondant du « Times ». Si, par exemple, avant la guerre actuelle, le principe de l'arbitrage obligatoire, avait été jugé suffisant pour garantir le monde contre les guerres, aujourd'hui, après la proclamation de la théorie des « chiffons de papier », ce principe, à lui seul, ne suffit plus. Les Alliés devront s'occuper des possibilités effectives de certaines puissances de faire la guerre, et ils sont en droit de prendre des mesures en correspondances. Autrement dit, la liquidation de la guerre actuelle doit précéder l'institution d'un système international nouveau, comportant des garanties générales contre les agressions arbitraires. Ces deux phases dans l'organisation de la paix dépendent l'une de l'autre, mais il n'en faut pas moins les distinguer aussi claire-

ment que possible. Les conséquences pratiques qui en découlent, sont évidentes. Les Alliés et l'Amérique sont unanimes sur ce point là ; ce qui ressort aussi de leur décision de s'entendre d'abord entre eux sur les conditions principales de la paix.

La collaboration américaine à l'élaboration de la paix sera certes aussi féconde que l'a été la contribution de l'Amérique à la guerre. La présence du président Wilson en Europe en est la meilleure garantie.

D'autre part, la France et la Grande-Bretagne, qui ont supporté tout le poids de la guerre, qui ont été directement menacées par le germanisme, sauront tempérer, dans la mesure de l'utile, le penchant éventuel de l'Amérique pour des solutions par trop doctrinaires. C'est de cette synthèse des deux démocraties, de l'Ancien et du Nouveau Monde, que sortira le système international appelé inexactement la Société des Nations. Une société des nations existait aussi avant la guerre, et elle n'a pas empêché les conflits armés. Mais ce n'est qu'une erreur de langage ; il s'agit évidemment de construire une *société organisée* des nations, exerçant un certain pouvoir sur tous les membres de la société, C'est dans ce système que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, intégralement constitué et reconnu, verra lui aussi la condition indispensable de son développement politique.

L. M.

L'entrée des Serbes à Split en Dalmatie

Lorsque les marins annoncèrent l'arrivée à Split du transport avec les troupes serbes venant de Metkovich, les jeunes gens se dépêchèrent et se disputèrent l'honneur de prendre les cordes et de jeter le pont sur le bateau. Les représentants des autorités de toutes les corporations de la ville et des environs étaient présents. La musique entonna l'hymne serbe, « Bojé Pravde », tandis que la garde nationale, les gymnastes et le peuple entier saluaient frénétiquement les soldats du roi Pierre.

Le commandant Stoyan Trnokopitch paraît le premier et d'une voix sonore il salue les citoyens de la ville libérée par ces paroles : « Que Dieu vous vienne en aide, frères ! Un orage de cris enthousiastes s'éleva en l'honneur de l'armée serbe, du roi Pierre, du prince régent Alexandre et de la Yougoslavie. Le docteur Smoldaka prend la parole au milieu d'un profond silence et, par une émouvante allocution, salue le commandant serbe : « Soyez les bienvenus, nos faucons invincibles. Si vous sachiez combien longtemps nous avons attendu l'arrivée de ce moment historique et si vous sachiez combien de nos frères moururent avec ces paroles aux lèvres : « Pourquoi, grand Dieu, me prends-tu la vie avant que je les aie vus ? Nous fîmes des milliers qui, dans les prisons, soupirâmes à ce grand moment, à ce moment plus précieux que tout le reste de notre vie. » En relevant tous les laits d'armes de l'armée serbe, Smoldaka disait qu'en libérant Koumanovo elle a décidé du sort de Split et qu'en conquérant Prilep, elle avait déjà conquis Zagreb. « Notre résurrection, disait-il, est en premier lieu l'œuvre de l'armée serbe. » Le Dr Smoldaka a terminé son allocution par : Vive le roi Pierre ! Vive l'armée serbe ! Ensuite il embrassa le commandant en lui serrant fortement la main.

Par quelques mots courts et énergiques, le commandant remercia l'orateur et salue le peuple. Il emmène avec lui les soldats serbes qui sont en même temps soldats de toute la Yougoslavie. Il est heureux d'être le premier soldat serbe qui entre dans la plus belle ville de notre chère Dalmatie. A son cri de « Vive la Yougoslavie ! », il est littéralement couvert de fleurs, ainsi que ses officiers et ses soldats, et la foule le salue de nouveau par les mêmes cris d'enthousiasme : la musique ne cesse pas de jouer des airs nationaux. Puis Mme Maša Nizétitch Tchoulitch le salue au nom des femmes yougoslaves de Dalmatie et lui fait présent d'une couronne de lauriers en argent.

Arrivés devant l'arc de triomphe, les soldats ont été salués par un discours de bienvenue prononcé par le Dr Radakovitch, maire de Split, qui leur dit entre autres : « Soyez les bienvenus, valeureux pèlerins du Jovitch Vardar, soyez les bienvenus, vous qui descendez à votre Split au nom de notre roi Pierre Karageorgévitch ! »

Le commandant Trnokopitch lui répondit : « Voilà bientôt sept ans que nous versons notre sang ; nous combattons encore avec plus d'énergie contre ceux qui oseraient toucher un seul pouce du sol sudslave ! »

L'impérialisme italien à l'œuvre

Dans son discours prononcé au Sénat le 14 décembre, l'ancien ministre des Affaires Etrangères, Tommaso Tittoni, a fait un exposé caractéristique des revendications italiennes.

Nous nous occuperons ici uniquement de la deuxième partie du discours, qui concerne la situation dans l'Adriatique, cette partie étant celle qui nous touche de plus près. « Le retour à l'Italie de toutes les terres de langue italienne, dit M. Tittoni, est simplement une question de justice. Attendu qu'il a toujours été répété du côté de l'Entente que celle-ci combat pour le triomphe de la justice et du droit, il est impossible qu'on ne vienne pas rendre la justice à l'Italie et que ses droits légitimes ne soient pas reconnus. » M. Tittoni ne se réclame donc ni du principe des nationalités auquel son pays doit sa naissance ni de celui de l'auto-disposition proclamé par le président Wilson. Il abandonne ces principes à ceux qui voudraient s'en servir pour embrasser le critère de la langue d'usage « Umgangssprache », l'invention ingénieuse de la diplomatie autrichienne dont elle se forgea une arme contre les nationalités opprimées et s'en servit pour grossir les rangs des Allemands dans les régions qu'elle tenait contre la volonté des peuples. Or l'Entente n'a pas combattu pour voir les abus des temps anciens se prolonger à l'infini. Le régime qui crée le monopole politique en faveur de certains peuples privilégiés a vécu. En vertu des principes proclamés par l'Entente même ceux qui parlent italien, ne seront considérés comme Italiens que s'ils le désirent. Selon la théorie de Tittoni se serait le contraire. Ainsi la partie de la Suisse parlant la langue italienne devra aussi revenir à l'Italie comme la terre irredente ! L'appétit vient en mangeant !

De même que le retour des terres irrédentes à l'Italie constitue une question de justice, la question de la prépondérance dans l'Adriatique, affirme M. Tittoni, est une question de sécurité et de légitime défense. La possession de Pola et de Valona assurera cette prépondérance mais sous la condition que cette possession implique la garantie de la possibilité de la fermeture du canal d'Otrante. Une telle garantie on ne pourra l'avoir que si l'on obtient la neutralisation du canal de Corfou, neutralisation proposée par le gouvernement britannique en 1913, laquelle obtint l'adhésion de l'Italie mais dont les négociations furent suspendues par la guerre. Une telle mesure sera également, dit M. Tittoni, une garantie et une protection pour la Grèce. A voir M. Tittoni accumuler les mesures de sécurité et de protection jusqu'à demander la fermeture de l'Adriatique, on dirait qu'en face de l'Italie se dresse une puissance maritime de premier ordre ou bien une puissance ennemie telle que l'Autriche-Hongrie ou l'Allemagne. Or ce n'est point le cas. La puissance que l'Italie aura pour voisine cette fois est un pays qui pour ainsi dire vient de naître ayant les mêmes ennemis que l'Italie et ne demandant pas mieux que de vivre en bonne amitié avec les peuples de la race latine. N'ayant pas de flotte ni d'industrie il n'aspire à aucune hégémonie et constitue un voisinage idéal pour l'Italie aussi bien au point de vue politique comme au point de vue économique.

Tout cela, bien entendu, sous la condition que les excès des garanties que l'Italie se propose de prendre ainsi que les abus de force de sa part n'éveillent pas chez l'Etat voisin des soupçons et des craintes justifiées.

Le projet de la fermeture de l'Adriatique préconisé par M. Tittoni et approuvé par M. Orlando n'aura d'autre effet que de mettre sur ses gardes le peuple voisin contre les prétentions exorbitantes et les velléités italiennes tendant à étouffer l'essor et le développement des Slaves du Sud. Aussi ces derniers ne permettront jamais qu'une hégémonie quelconque soit établie sur l'Adriatique, car elle signifierait l'embouteillage des Etats riverains et partant l'esclavage politique et économique de ces Etats. Quant aux villes de Pola et Valona leur sort est réglé. Pola est une ville slave comme Valona est une ville albanaise. Si le principe des nationalités trouve son application au Congrès de paix, en quoi nous avons la ferme con-

viction, ces deux villes doivent revenir à leurs Etats respectifs sudslave et albanais, dont elles forment la partie intégrale. La neutralisation du canal de Corfou dans le but de rendre possible la fermeture du canal d'Otrante est donc une solution inadmissible car elle rend illusoire la liberté de l'action des Etats riverains en leur ôtant tout avantage de la possession des ports qui constituent leurs débouchés naturels.

M. Tittoni et M. Orlando ne cessent de parler de la sécurité de l'Adriatique et des garanties que l'Italie doit prendre. Mais quelles garanties doivent alors exiger pour leur sécurité la Serbie et la Grèce ayant vis-à-vis d'elles une grande puissance maritime qui ne respecte aucun principe ni celui de Mazzini, ni celui du président Wilson, qui au mépris du pacte de Londres qu'elle ne se lasse pas d'invoquer en sa faveur, s'empara de Fiume ; en foulant aux pieds les engagements solennels de Campidoglio, occupa l'Istrie et la ville de Zara et après avoir proclamé par la bouche du président du parlement que l'unité italienne se trouve achevée, débarque des troupes à Sebenic et à Bacar. Quel sentiment de sécurité pourraient éprouver les voisins de l'Italie laquelle ne recula même pas devant les rixes et collisions sanglantes avec la population indigène des îles de Cherzo et de Lissa (Hvar) où l'on n'en voulait pas des « libérateurs » italiens ?

En présence d'une attitude aussi hostile de l'Italie officielle et devant de tant de menaces accumulées faut-il s'étonner que la méfiance commence à s'emparer de tous les hommes de bonne foi vis-à-vis de l'impérialisme italien qui s'étale avec un manque de pudeur jusqu'à présent inconnu. Le projet de la fermeture du canal d'Otrante prêché ouvertement par les hommes politiques italiens est un défi à l'époque où nous vivons. Trois siècles après Grotius les Italiens plaident encore la cause de la « mare chiusa » ! Faut-il s'étonner alors si un jour même ceux qui désiraient rester toujours les amis de l'Italie se voient dans l'impossibilité de l'être ? On objectera que MM. Tittoni et Orlando ne représentent pas toute l'Italie et qu'à côté du programme de Tittoni il existe celui de Salvemini qui est plus modeste. Cependant, il ne faut pas oublier que c'est d'après le programme de Tittoni que l'Italie a réglé sa conduite et que celui-ci inspire son action. Il ne faut non plus oublier que si ce pays est la patrie de Mazzini, elle est aussi celle de Machiavel.

Pour rester l'ami de l'Italie il faut donc être à la fois de l'école de Mazzini et de celle de Machiavel ; prier à la fois Dieu et le Mammon. Pour une pareille combinaison les Sudslaves ne sont pas encore mûrs. Il faut avoir la souplesse italienne pour s'y prêter et y réussir.

M. D. M.

La discussion Kuhne-Borgese

Notre ami distingué, M. le Dr V. Kuhne, vient de répondre, dans le « Genevois » du 21 décembre, à l'article du professeur Borgese sur la controverse italo-slave. Faute de place, nous ne reproduisons ici que les deux passages suivants de cette réplique si bien documentée :

« M. Borgese prétend qu'en battant l'Autriche-Hongrie l'Italie a rendu à la Yougoslavie un service... Est-il sûr de cette vérité ? Ce serait injuste de ma part de vouloir nier la valeur de l'intervention italienne dans la conflagration mondiale. Cependant jusqu'à affirmer que « l'Italie a battu l'Autriche-Hongrie », c'est se tromper soi-même et tromper les autres. Les Russes l'ont battue sans la battre ; les Serbes en ont fait autant. L'Autriche-Hongrie s'est écroulée intérieurement, non pas grâce à Caporetto, mais grâce à l'activité destructrice de ses propres peuples, et l'Italie n'est venue qu'à la douzième heure pour l'achever, alors que les Serbes et leurs alliés avaient déjà atteint, en marche foudroyante, les bords du Danube et de la Save... »

« Ceci restera dans l'histoire un fait curieux que deux nations faites pour vivre en amitié et en bonne harmonie soient devenues deux ennemis mortels, non pas

que leurs peuples respectifs l'aient voulu ainsi, mais parce que, au fort de la plus grande tourmente universelle, les intellectuels de l'une d'elles n'ont rien su apprendre et sont demeurés fidèles aux méthodes d'un passé de violence et d'oppression. Giuseppe Mazzini ne fut-il pas prophète lorsqu'il traçait (en 1866) les lignes suivantes que je recommande à la méditation du directeur de l'Agence de presse italienne: « Pourquoi est-ce que j'écris? Est-ce que je me fais l'illusion de croire que le conseil pourra être recueilli par ceux qui dirigeront la guerre imminente? Non. Je connais les gouvernants de nos jours, et je sais qu'ils ont peu de valeur; quant aux Italiens, — pour la plupart du moins — ils ont déjà eux, « l'héroïsme » mais pas encore « le concept » de la seule lutte qui soit digne de ses destinées. »

Les révélations du comte Czernin sur la politique roumaine

Le comte Czernin a prononcé le 11 décembre, à Vienne, un grand discours de justification de sa politique, discours qui intéresse en premier lieu les peuples allemand et magyar. En effet, M. le comte chercha à prouver qu'une mauvaise politique, soutenue par le haut commandement militaire allemand, aurait empêché les puissances centrales de conclure une paix avantageuse, aux dépens de la Russie. Voici ce qu'il dit à ce sujet d'après la « Neue Freie Presse » du 12 décembre :

« Le seul moment où l'on aurait pu obtenir la paix, a été, à mon avis, après la fameuse bataille de Gorlice, en 1915. A cette époque là, lorsque les armées russes refluaient en arrière et que les forteresses russes tombaient comme des châteaux de cartes, un changement d'esprit s'effectuait chez maints de nos ennemis. J'étais alors ministre à Bucarest. Maiorescu était disposé à se placer activement de notre côté, et l'armée roumaine qui serait entrée en Bessarabie, aurait pénétré profondément dans l'arrière de l'armée russe et d'après les prévisions humaines, aurait provoqué la débâcle en Russie. Peut-être une débâcle pareille à celle que nous avons vue plus tard en Russie, aurait été provoquée déjà en ce temps là lorsqu'il n'y avait encore aucune « Amérique » à l'horizon. Après un tel succès, on aurait peut-être terminé la guerre. Cette politique supposait deux choses: premièrement, les Roumains demandaient comme prix de leur coopération une rectification de frontière hongroise, et cette première condition fut nettement refusée par la Hongrie. Et la seconde condition, à laquelle on n'est pas du tout arrivé, c'eût été de proposer une paix de renonciation. Cette seconde condition aurait été rejetée par l'Allemagne aussi énergiquement que la première l'a été par la Hongrie ».

Cette révélation du comte Czernin, dont il prend naturellement toute la responsabilité, montre bien en quel danger la Serbie se trouvait en été 1915, par suite de la politique austrophile de feu Maiorescu, qui

avait présidé la conférence de Bucarest en 1913, qui a signé le traité de Bucarest et qui, pourtant, était disposé à marcher avec l'Autriche et l'Allemagne. La Roumanie nouvelle devrait être radicalement nettoyée des éléments germanophiles, si elle aspire à jouer le rôle préconisé si éloquemment par M. Take Jonescu.

Autour d'une carte

« La Roumanie » avait publié dans son numéro du 28 novembre une carte « ethnographique » roumaine que l'auteur, M. Atanasiu, accompagnait de la remarque qu'elle avait été faite d'après la carte de M. Cvietisa, de 1918. M. Cvietisa a adressé à ce propos à « La Roumanie » la lettre suivante:

Monsieur,

Dans « La Roumanie » du 28 novembre, vous avez publié une « carte ethnographique des régions habitées par les Roumains », que son auteur, M. A. D. Atanasiu, prétend avoir dressée, entre d'autres documents, d'après ma carte de 1918.

Sur la carte de M. Atanasiu, le Banat de Temesvar, ainsi que la partie nord-est de la Serbie, sont marqués comme étant habités presque exclusivement par les Roumains.

Je vous serais donc très obligé si vous vouliez, dans votre plus prochain numéro, à la place où la carte de M. Atanasiu a été publiée, donner l'hospitalité aux lignes suivantes:

La carte « ethnographique » de M. Atanasiu étant une altération de la réalité ethnique dans les dites régions, elle ne peut à aucun titre se prévaloir de ma carte ethnographique, qui était établie avec la plus stricte impartialité d'après les données du dernier recensement officiel de la population. Je ne peux donc qu'exprimer le plus vif regret qu'un publiciste appartenant à une nation amie et alliée ait ainsi abusé de mon nom et de mon œuvre.

Je tiens à déclarer que les Yougoslaves de l'ancienne Monarchie des Habsbourg désirent, à l'égal de leurs frères du Royaume de Serbie avec lequel ils se sont unis en un Etat national, entretenir des rapports d'amitié et de bon voisinage avec les Roumains. Toutefois, ils sont obligés d'insister avec énergie pour que la partie du Banat de Temesvar où les Serbes sont plus nombreux que les Roumains, soit incorporée à l'Etat yougoslave. Ce désir, d'ailleurs, est en voie de réalisation par la volonté des populations intéressées auxquelles le victorieux effort de l'armée serbe, aidée par les troupes alliées, a permis de se manifester en toute liberté.

Nous sommes sûrs que les décisions du prochain Congrès de la paix seront conformes à la volonté manifestée de la population.

Franco Cvietisa.

En publiant cette lettre de M. Cvietisa, « La Roumanie » l'a fait suivre d'une explication de M. Atanasiu disant qu'il a mentionné M. Cvietisa comme auteur consulté et non pas comme auteur copié.

La France et l'Italie

— Une déclaration de M. Clemenceau —

L'honorable Orazio Raimondo, député italien, a eu l'occasion de s'entretenir à Paris avec M. Clemenceau, au sujet des rapports italo-sudslaves. Le « Secolo » du 18 décembre publie cette conversation, qui reflète bien l'état d'esprit des cercles dirigeants français dans la question adriatique:

« Il ne m'appartient pas, a déclaré M. Clemenceau, de faire des précisions sur des sujets qui ont soulevé tant d'ardentes polémiques.

La conférence écartera les observations de vos hommes d'Etat et s'ils sont animés, comme je m'en doute pas, d'un esprit d'équité, s'ils sont décidés à concilier les droits des Italiens avec les droits des Sudslaves (qui ne doivent pas et ne peuvent pas être contradictoires), ils trouveront non seulement chez les Français, mais encore chez tous les Alliés, des sentiments de la plus grande sympathie et de la plus cordiale amitié. Je vous demande seulement de considérer qu'il existe un intérêt supérieur à toutes les extensions territoriales, c'est d'avoir des amis sûrs, sur la côte orientale de l'Adriatique. Si par malheur il devait subsister des discordes d'irréductibilité, ce n'est pas l'Italie qui en pâtirait, mais l'Europe entière.

« C'est pourquoi je vous demande ce qui est le plus difficile à nous tous: de considérer notamment qu'un accord équitable entre les intérêts divers, prévale sur la tradition atavique de chercher à étendre indéfiniment les territoires. »

— Les toasts de Paris —

Le président Poincaré déclare:

« Les peuples enfermés malgré eux dans les constructions politiques qui n'étaient pas leur œuvre brisent les portes de ces demeures détestées, donnent cours à des aspirations longtemps comprimées et s'organisent suivant leurs affinités naturelles, leurs traditions et leur volonté. L'esprit de conquête n'aura pas de prise sur ces transformations; il ne pourrait que les violer et les rendre caduques. Ce qui les vivifiera, ce qui leur donnera la force du droit et de la vérité, ce qui leur assurera l'approbation du monde, c'est le libre choix des populations. »

Et le roi d'Italie répond:

« L'Italie a conquis son rempart naturel des Alpes et, dans l'Adriatique, ayant retrouvé ses enfants qui avaient si loyalement lutté pour la sauvegarde de leur nationalité, elle pourra assurer les conditions indispensables à sa sécurité et à son existence. »

En lisant attentivement ces deux toasts, on remarque sans peine qu'ils ne sont pas précisément inspirés par la même idée. La conférence interalliée aura à ramener les points de vue de tous les Alliés sur la même base. Ce n'est qu'à cette condition que l'on accomplira une œuvre juste et durable.

Un témoignage épouvantable sur les atrocités bulgares

Le « Messenger d'Athènes » du 2 décembre publie une lettre de Mme Delta écrite à Salonique et dans laquelle la correspondante donne des détails épouvantables sur les atrocités commises par les Bulgares dans toutes les régions qui eurent le malheur d'être sous le régime de ce peuple sauvage.

« Des prisonniers anglais, dit Mme Delta, entre autres, racontent d'horribles choses.

Un aviateur anglais disait à Mme Calvert, épouse du correspondant du « Times », que l'évêque d'Elefthéropolis a été pendu par les jambes, la tête en bas au-dessus d'un feu qui lui brûla la tête juste pour le rendre infirme sans le tuer. Cet aviateur l'a vu à Philippopolis parcourant les rues, dans un état abêti, les yeux fermés, complètement aveugle.

Le même aviateur raconte que les Bulgares attachèrent un père de famille avec sa femme à un poteau, puis amenèrent sa fille pour la violer devant les yeux des parents en faisant passer à tour de rôle tout un bataillon sur la malheureuse victime. Inutile de dire comment la pauvre jeune fille mourut!

Les Anglais n'étaient pas autant torturés: les Bulgares se contentaient de les laisser mourir d'inanition, alors que les Grecs étaient simplement tués. Les Serbes subissaient d'horribles tortures; on les attachait, puis avec un fléau formé de minces courroies au bout desquelles il y avait de petits morceaux de fer, on les frappait en plein visage jusqu'à ce que les malheureux eussent les yeux crevés. Quelques-uns de mes camarades, dit cet aviateur, devinrent fous à la vue de ces horreurs.

De telles horreurs ne peuvent pas rester impunies.

Plus de logique !

Dans le « Secolo » du 15 décembre, M. Rino Alessi se livre à l'illusion de croire que l'Italie, en prenant Gorica, Trieste, l'Istrie et Fiume aura encore la possibilité de vivre en bonne harmonie avec les Serbes, Croates et Slovènes. « Cherchons par tous les moyens, dit-il à ses compatriotes, à ne pas prendre trop d'étrangers dans notre maison. Evitons, par conséquent, l'erreur d'en prendre trop et en masses compactes. » La modération de M. Alessi, en comparaison des exigences des nationalistes italiens, est indéniable. Mais M. Alessi n'est pas logique, parce que, en attribuant toute l'Istrie à l'Italie, il commet précisément l'erreur contre laquelle il met en garde les gouvernants italiens. C'est en Istrie précisément qu'il y a trop de Slaves et en masses compactes!

Une mesure risquée

Le « Times » du 11 décembre annonce dans un télégramme de Sofia que le gouvernement a ordonné l'arrestation du docteur Christo Gheorghieff, député et gendre de M. Radoslavoff, du général Naïdenoff, ministre de la guerre dans le cabinet Radoslavoff, et du général Tantiouff, ancien attaché militaire de Bulgarie à Bucarest, tous trois accusés de trahison et de corruption. Cette mesure nous paraît audacieuse, parce que si l'on devait procéder à l'arrestation de tous les Bulgares qui ont commis de semblables « imprudences », on n'aurait pas assez de place dans les prisons de Sofia.

L'état d'esprit en Bulgarie

Le correspondant particulier du « Times » à Sofia décrit l'esprit des Bulgares de la façon suivante:

« Une chose est certaine, c'est que l'envie et l'ambition ardentes bulgares d'obtenir les territoires qui sont ou qui étaient, avant la guerre, grecs ou serbes n'ont pas disparu, quoiqu'elles soient enrayées momentanément. Il ne faut pas s'imaginer que les Bulgares, pour s'être reconnus battus, aient changé leurs plans politiques. »

FEUILLETON

SIBENIK

Le drapeau italien, défiant tout sens de justice, flotté sur Sibenik. Quelles tristes conséquences aura l'occupation italienne de cette ville yougoslave: les nouvelles arrivant de Dalmatie nous le font pressentir; la presse du pays en donne des détails abondants. A Sibenik, l'occupation italienne a eu pour résultats immédiats la révolte de la population entière, réprimée manu militari. En ce moment, on a concentré là 400 carabinieri et plus de 1200 soldats!

L'italianité et Sibenik sont deux concepts contradictoires, qui ne peuvent aller ensemble; c'est pourquoi il n'est guère possible d'en parler longuement.

A Sibenik les Italiens sont peu nombreux. Ils n'atteignent pas même le nombre d'un millier (compréant les employés et les ouvriers « regnicoli » occupés dans les vastes usines de carbure sur une population de 12.000 habitants. Les Italiens, parmi eux les nobles, les professions libres, les propriétaires, les commerçants, les employés et les artisans, ne participent pas activement à la vie politique. Seulement par discipline de parti, au moment des élections, ils s'en vont voter pour ajouter le petit nombre de leurs votes à ceux des Italiens de Zara, pour faire nombre! (En 1911, dans la ville de Sibenik, il y a eu 112 votes italiens sur 5351 croates et dans tout le district de Sibenik, on en a compté 139 sur 8094!)

Leur réserve politique provient de ce qu'ils se rendent compte qu'ils n'ont rien à faire dans le domaine politique.

Toute leur activité, témoignage de leur existence, ils l'ont concentrée en la « Société Philharmonique » qui est une excellente institution du genre. C'est une fanfare — banda stadina — qui, renforcée par des participants croates, organise quelques concerts ou séré-

nades pour la fête de l'empereur d'Autriche, pour la Ste-Cécile et pour la St-Joseph et prend part aux obsèques et aux processions. On se contente de ces manifestations modestes.

Il n'existe, à Sibenik, aucune institution financière italienne. Le théâtre unique est la propriété d'un concitoyen italien. C'est là que retentissent les airs magnifiques de l'opéra croate « Porin », c'est là que les puissants et sombres vers de notre chef-d'œuvre dramatique « La mort de la mère des Yougovitch », nous enthousiasment...

Il existe une « Société ouvrière », de secours mutuels, avec un statut préhistorique; en font partie la noblesse du pays, les propriétaires et quelques artisans. Mais dans cette société « ouvrière » les ouvriers authentiques ne sont pas admis parce que la société échapperait alors des mains des comtes et des propriétaires italiens et revêtirait un tout autre caractère.

L'institution la plus importante de l'italianité de Sibenik est le « Casino dei Nobili » (Cercle de la Noblesse) mais c'est une institution moribonde, sinon déjà morte. Elle compte quelques membres et bien que les « roturiers » y soient aussi admis, on ne voyait que rarement une silhouette errer dans les vastes salles du cercle. Depuis quinze ou vingt ans le buffet en reste fermé parce qu'il n'y a pas de tenancier qui pourrait se tirer d'affaire avec la consommation des membres et le maigre traitement. Le billard n'a pas servi depuis plus de dix ans et pendant des jours et des semaines portes et fenêtres restent closes.

Le « Casino dei Nobili » est pour les Italiens de Sibenik ce que la foi baptismale est pour l'homme et le livre foncier pour le propriétaire... L'italianité de Sibenik est indissolublement liée à la noblesse. Avec la disparition de la noblesse s'éteint le même coup l'italianité. Actuellement la noblesse slave de Sibenik est réduite à quelques familles, l'italienne à une dizaine. L'extinction de la noblesse slave ne porte en aucune manière préjudice au caractère slave de la ville, tandis qu'avec la disparition de la noblesse italienne meurt l'élément qui en était le nerf, le soutien et le propagateur. Procès logique, lent mais irrésistible!

P. R. K.

DOMMAGES ET PERTES DE LA SERBIE

(Suite et fin)

Nos calculs n'ayant été terminés qu'au début de cette année, ne tiennent compte des pertes et des dommages que jusqu'à la fin de 1917. Nous jugeons donc nécessaire d'ajouter aux chiffres ci-dessus ceux correspondant aux pertes et dommages que la Serbie subit encore au cours de l'année présente.

Les pertes et les dommages de la Serbie en 1918 sont:

1. Rapport des terres.	360.000.000
2. Dommage aux édifices	60.000.000
3. Loyers.	18.000.000
4. Objets, meubles confisqués et emportés	20.000.000
5. Bestiaux et volailles emportés.	250.000.000
6. Exploitation des forêts et des mines	45.000.000
7. Revenus perdus par les commerçants et les entreprises industrielles, et appointements de leur personnel.	90.000.000
8. Impôts perçus par force.	36.000.000
9. Réquisitions.	40.000.000
10. Intérêts des institutions de banque sur capital placé	35.000.000
11. Dépenses des gens appartenant aux professions libérales.	70.000.000
12. Perte produite par abolition du moratorium, vente forcée pour recouvrement des créances des ressortissants ennemis.	60.000.000
13. Intérêts pour emprunts d'Etat conclus avant la guerre.	46.000.000
14. Pertes de la municipalité de Belgrade et des corps autonomes et communaux.	10.000.000
	1.140.000.000.

A la fin de 1918, les pertes et les dommages subis par la Serbie représenteront donc une valeur de 6.977.787.000, ou, en chiffres ronds, 7 milliards de francs.